

<p>ECONOMIE INTERNATIONALE : INTRODUCTION</p> <p>A LA FINANCE INTERNATIONALE</p>
--

**CHAPITRE 7 : « LA BALANCE DES PAIEMENTS ET L'EQUILIBRE DU
COMMERCE EXTERIEUR »**

Introduction

I- La structure de la balance des paiements

1- Principes méthodologiques de construction

2- Les composantes de la balance des paiements

3- Les soldes de la balance des paiements

II- Les mécanismes d'ajustement de la balance des paiements

1- L'ajustement par les variations de prix

2- L'ajustement par les variations du revenu global

III- Les politiques du commerce extérieur

1- Les actions au niveau des échanges commerciaux

2- La politique de change

Conclusion

ECONOMIE INTERNATIONALE : INTRODUCTION

A LA FINANCE INTERNATIONALE

CHAPITRE 7 : « LA BALANCE DES PAIEMENTS ET L'EQUILIBRE DU COMMERCE EXTERIEUR »

Introduction

La *Balance des Paiements* (BP) est un document comptable qui retrace, pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques et financières d'un pays avec l'extérieur. Elle enregistre ainsi les flux de biens et de services qu'un pays a fournis au reste du monde et qu'il a reçus de celui-ci, ainsi que les variations des créances et engagements de ce pays à l'égard du reste du monde. La BP, dont la construction suit un certain nombre de règles, présente une structure qui en facilite l'interprétation.

Reflétant la situation économique et financière d'un pays à l'égard du reste du monde, la BP peut traduire un déficit ou un excédent de ce pays sur le plan des échanges extérieurs. L'analyse économique tend à montrer que, dans l'un et l'autre de ces cas, des mécanismes d'ajustement permettent d'assurer un certain « rééquilibre » de la BP.

Cependant, ces ajustements s'avèrent largement insuffisants et les Pouvoirs publics sont amenés à mettre en place différentes politiques destinées, notamment, à agir sur le commerce extérieur.

I- La structure de la balance des paiements

1- Principes méthodologiques de construction

La BP retrace les opérations effectuées entre résidents et non-résidents en France. La distinction résident/non-résident est fonction du centre principal de leurs intérêts ou de leurs activités. Sont considérés comme résidents en France, les personnes ou les entreprises rattachées durablement à l'économie française.

Toutes les opérations de nature économique ou financière sont recensées dans la BP, les transactions internationales sont faites en vue d'un règlement en devises ou en euros.

Cependant, certaines opérations s'effectuent sans contrepartie ni en devises ni en nature, et sont considérées comme des transferts unilatéraux (envoi d'économies de travailleurs étrangers).

L'enregistrement des opérations s'effectue selon les principes inspirés de ceux de la comptabilité en partie double : chaque opération fait l'objet de deux inscriptions ; les modalités d'enregistrement impliquent donc une égalité entre les débits et les crédits, d'où le nom de « balance ». Les informations proviennent des statistiques douanières et des comptes rendus et états périodiques fournis par les banques.

Cependant, certaines règles diffèrent de celles de la comptabilité générale. Par exemple, les crédits s'inscrivent à gauche, les débits dans la colonne de droite ! Par ailleurs, la pratique consiste à ne présenter que les soldes des différentes rubriques pour en faciliter la comparaison temporelle. Un solde débiteur (total débit moins total crédit) est précédé d'un signe -, un solde créditeur (total crédit moins total débit) d'un signe+. Enfin, les inscriptions ne sont pas effectuées simultanément, car les différentes rubriques sont établies à partir de sources statistiques différentes (douanes, banques...)

2- Les composantes de la balance des paiements

- **Compte de transactions courantes** : *opérations sur biens* (balance commerciale, travail à façon et réparations), *services* (balance des invisibles, services liés au commerce extérieur, services de construction, coopération technique, brevets et redevances, services commerciaux, voyages, services gouvernementaux), les *revenus* (rémunération des salariés, revenus des investissements de portefeuille et des investissements directs), *transferts courants* (transferts privés de salaires, publics d'aide économique et financière...) ;
- **Compte de capital** : transferts en capital (dons, annulations de dette) au profit d'autres pays ;
- **Compte financier** : *flux financiers* (hors avoirs de réserve), comme les investissements directs, les investissements de portefeuille, les autres investissements (crédits commerciaux, prêts à court et long terme) et les *avoirs de réserve* (bruts) relatifs aux transactions concernant les avoirs dont les autorités monétaires d'une économie

disposent pour répondre aux besoins de financement de la BP ou de gestion du taux de change de la monnaie (or, devises, avoirs en DTS, position nette à l'égard du FMI).

3- Les soldes de la balance des paiements

En lui-même, le solde de chaque rubrique peut se prêter à une analyse, souvent temporelle, mais il est possible de faire apparaître différents soldes en opérant un regroupement de certaines rubriques entre elles. L'analyse de ces soldes est utile sur le plan économique :

- ✓ *Le solde de la balance commerciale* : il ne se confond pas avec les chiffres douaniers du commerce extérieur, ceux-ci faisant l'objet d'un certain retraitement ;
- ✓ *Le solde des transactions courantes* : il est le seul retenu par le FMI et le plus commenté. Il regroupe le solde commercial, le solde des services, les revenus de facteurs et les transferts courants. Son montant est égal au signe près et sous réserve des erreurs ou omissions, aux soldes cumulés du compte de capital et du compte financier ;
- ✓ *Le solde du compte des transactions courantes et du compte de capital* : il exprime la capacité ou le besoin de financement de la nation à l'égard du reste du monde ;
- ✓ *Le solde à financer* : il regroupe les transactions courantes, les transferts en capital et les investissements directs. Il permet de procéder à une analyse de l'insertion d'un pays dans les échanges économiques internationaux ;
- ✓ *Le solde de la balance globale* : il est égal au solde du compte des transactions courantes, du compte de capital et des flux financiers, hors ceux du secteur bancaire et des autorités monétaires. Il traduit la création monétaire induite par l'extérieur ;
- ✓ *La position extérieure* : solde des créances et des engagements à court terme à l'égard du reste du monde, il traduit les changements intervenus dans le patrimoine financier ;
- ✓ *La position monétaire extérieure* : à court et long terme (titres inclus), elle est obtenue par l'addition de la totalité de la position du secteur bancaire et de celle de la Banque centrale. La variation de la position est égale, après que les flux exprimés en euros aient été corrigés de l'incidence du flottement des monnaies, au solde de la balance globale de la BP.

II- Les mécanismes d'ajustement de la balance des paiements

Diverses analyses tendent à montrer que des mécanismes tendent à favoriser, de façon automatique, un retour à l'équilibre de la BP lorsque celle-ci est en situation de déficit ou d'excédent. Certaines de ces analyses attribuent l'ajustement de la BP à des variations de prix, d'autres à des mouvements de revenus (théorie keynésienne).

1- L'ajustement par les variations de prix

Dans un système de taux de change flottants, toute variation du taux de change, provoquée par un déséquilibre de la BP, tend précisément à rétablir l'équilibre :

- *En cas de déficit* : la demande de devises est supérieure à l'offre, il y a ainsi une dépréciation de la monnaie nationale, donc une diminution du prix des produits nationaux, une hausse des exportations et une baisse des importations et retour à l'équilibre ;
- *En cas d'excédent* : l'offre de devises est supérieure à la demande, la monnaie nationale s'apprécie, il s'ensuit une hausse du prix des produits nationaux, d'où une baisse des exportations et une hausse des importations et retour à l'équilibre.

2- L'ajustement par les variations du revenu global

Dans une approche keynésienne, toute variation des exportations va provoquer, selon le mécanisme du multiplicateur, une variation du niveau du revenu qui lui est supérieure, comme cela se produit dans le cas d'une variation de l'investissement.

Cet accroissement du niveau du revenu qui se réalise va, à son tour, entraîner une hausse du volume des importations pour deux raisons : en cas de hausse du revenu, une partie de la hausse de consommation est affectée à l'achat de produits étrangers et d'autre part, des achats de certains biens qui font défaut sur le territoire national.

Cette augmentation des importations diminue alors l'excédent de la balance commerciale provoqué par l'accroissement initial des exportations et contribue ainsi au rééquilibrage de la BP.

III- Les politiques du commerce extérieur

1- Les actions au niveau des échanges commerciaux

- La protection contre les importations :

⇒ *Les droits de douane* : impôt perçu au passage de la frontière, ils augmentent les prix des produits importés, ce qui permet aux produits nationaux d'être vendus à un prix supérieur à celui qui aurait dû être pratiqué sans protection tarifaire, ou tout simplement de tenter de résister aux produits fabriqués dans les pays à bas coûts. La réglementation douanière peut permettre aux entreprises de se renforcer avant d'attaquer de front la concurrence (cf. F. LIST, *Le protectionnisme éducatif*), mais dans les faits, une telle réglementation n'incite pas les entreprises à effectuer les efforts nécessaires ;

⇒ *Les barrières non tarifaires* : les contingentements à l'importation, comme une limite annuelle quantitative, sont les plus répandus. Ils peuvent être réalisés après une autorisation légale, la *licence*. Egalement, citons les normes sanitaires, de sécurité, écologiques, des règlements administratifs complexes...

- L'aide aux exportations :

⇒ *Mesures d'information et de promotion* : documentation, études de marché, aides pour la participation à des foires, salons ou autres manifestations commerciales ;

⇒ *Mesures en matière d'assurance et de financement* : octroi de garanties à l'exportation : assurance-crédit, garanties sur la prospection et la recherche de nouveaux marchés, prêts bonifiés...

⇒ *Mesures fiscales* : dégrèvements d'impôts...

2- La politique de change

Les variations de taux de change ont des effets directs sur les flux d'importations et d'exportations. Ainsi, dans un système de taux de change fixes, toute décision des Pouvoirs publics de modifier la parité de la monnaie par une dévaluation ou une réévaluation, entraîne des conséquences sur les échanges extérieurs de ce pays. Il en va de même dans le cadre d'un système de taux de change flottants, lorsque les autorités pratiquent un *flottement impur* conduisant à une dépréciation ou à une appréciation de la monnaie nationale.

Dans le cas le plus fréquent, la dévaluation, une telle mesure doit favoriser les exportations en diminuant le prix relatif des produits nationaux à l'étranger et freiner les importations en rendant les produits étrangers plus chers que les produits nationaux !

D'une façon générale, qu'il s'agisse d'actions menées au niveau des échanges commerciaux ou de la politique de change, toutes les mesures retenues s'inscrivent dans le cadre d'une politique plus globale visant à développer la compétitivité de l'économie pour mieux affronter la concurrence internationale.

En fait, à la suite de nombreuses expériences depuis les années 1930, il est apparu que les variations de taux de change pouvaient présenter certains effets pervers et ne provoquaient pas obligatoirement une amélioration de la balance des paiements. Il est nécessaire de tenir compte des **élasticités-prix**¹ (J. ROBINSON) pour apprécier l'efficacité à court terme d'une dévaluation :

⇒ Dans le cas où l'élasticité-prix de la demande étrangère pour les produits nationaux est forte, les exportations vont augmenter suite à la dévaluation, mais dans le cas contraire, les exportations ne vont pas augmenter et les importations deviennent plus chères, ce qui accentue le déséquilibre de la balance commerciale !

⇒ Dans le cas où l'élasticité-prix de la demande nationale pour les produits étrangers est forte, la dévaluation entraîne alors une baisse des importations, mais dans le cas contraire (demande inélastique), la dévaluation ne freine pas les importations.

Cette plus ou moins grande élasticité de la demande biens étrangers est liée à la nature des biens, certains n'étant pas produits sur le territoire nationale et devant être importés.

Selon le théorème de J. ROBINSON, *théorème des élasticités critiques*, la balance commerciale s'améliore à la suite d'une baisse du taux de change si la somme de ces élasticités est supérieure à l'unité ; il n'y a aucune amélioration si la somme est égale à l'unité ; il se produira une détérioration de la balance commerciale si cette somme est inférieure à l'unité.

D'autres éléments peuvent également intervenir dans la réussite ou l'échec d'une dévaluation.

Une dévaluation peut ne produire des effets favorables qu'après un certain délai, car, à très court terme, les exportations et les importations varient peu en raison des habitudes de consommation et de la structure donnée de l'appareil productif et de distribution.

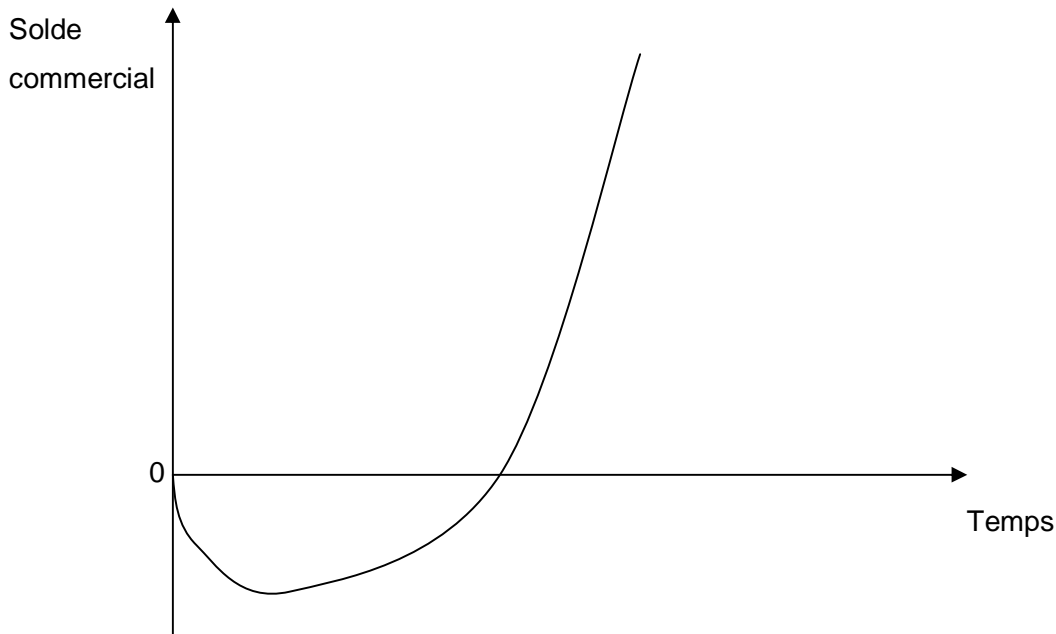
¹ Elasticité-prix de la demande étrangère pour les produits nationaux : $e = (\Delta X/X)/(\Delta P_X/P_X)$;
Elasticité-prix de la demande nationale pour les produits étrangers : $e' = (\Delta M/M)/(\Delta P_M/P_M)$.

R. VIVIEN

Economie internationale, IUFM Poitiers

25/03/2007 - 17:43:29

Dans un premier temps, le déficit commercial s'accroît en raison de la détérioration des termes de l'échange, puis vient le temps de l'excédent une fois le comportement des agents modifié et lorsque les structures productives et commerciales se sont adaptées. C'est ce processus qu'exprime la « courbe en J » :



Pour qu'une dévaluation réussisse, il est également nécessaire qu'elle ait une faible répercussion sur les prix (inflation importée dans ce cas). Cette augmentation est directement liée à la part des biens importés dans le total des ressources en produits du pays. La hausse des prix peut également être favorisée par divers mécanismes engendrés par la dévaluation : augmentation du prix des biens nationaux concurrents des biens importés, hausse des revenus engendrée par une indexation des salaires sur les prix, comportement d'achat et de stockage à caractère spéculatif... Si la hausse est trop importante, elle peut amener les autorités à procéder à une nouvelle dévaluation...

Conclusion

Décision importante, la dévaluation ne sera efficace que si le taux retenu pour fixer la nouvelle parité permet de restaurer la confiance dans la solidité future de la monnaie et d'assurer un retour à l'équilibre des échanges extérieurs, et ceci sans provoquer à terme de trop fortes tensions inflationnistes et sans susciter de la part des partenaires économiques des mesures de rétorsion susceptibles de supprimer tous les effets de la dévaluation...